

*Questions orales***L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE
NORD****LE RECOURS EN PREMIER À L'ARME NUCLÉAIRE**

M. Paul E. McRae (Thunder Bay-Atikokan): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Apparemment, l'opposition ne tient pas à poser des questions au premier ministre sur le maintien de la paix, sauf quand il n'est pas à la Chambre. J'aimerais le féliciter d'avoir entrepris son récent voyage qui, à mon sens, était très important.

M. Crosbie: Naturellement.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Le député de Roumanie.

M. McRae: Après avoir fait remarquer que l'empereur—l'OTAN, en l'occurrence—n'était pas vêtu . . .

M. Crosbie: Le premier ministre non plus.

M. McRae: . . . poursuivra-t-il le débat à l'OTAN pour savoir si le recours en premier à l'arme nucléaire est un bon moyen de défense—au risque d'annihiler l'Europe—ou si un autre moyen de défense est nécessaire au cas où l'arme nucléaire n'en serait pas un?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, je sais que le député est un chaud partisan de la mission de paix du gouvernement et je lui sais gré de ses propres initiatives dans ce domaine.

Si vous me permettez de commenter son entrée en matière, je lui signale que je n'ai pas vraiment dit que l'empereur n'était pas vêtu. J'ai dit que bien des gens faisaient remarquer que l'empereur n'était pas vêtu . . .

M. Crosbie: Surtout dans votre parti.

M. Trudeau: . . . y compris, bien entendu, le chef du parti conservateur qui l'a signalé dans le cinquième point de son discours de décembre.

M. Stevens: C'est faux.

M. Trudeau: Toutefois, il a depuis été contredit par ses collègues conservateurs qui deviennent paranoïaques chaque fois . . .

M. Stevens: Dites la vérité.

M. Trudeau: . . . qu'un petit fonctionnaire américain ouvre la bouche.

Il importe d'établir des relations avec les pays du Pacte de Varsovie, cela saute aux yeux. Les conservateurs sont réticents devant de telles initiatives, mais je leur rappelle que M^{me} Thatcher est en Hongrie aujourd'hui, pour tâcher elle aussi, je présume, d'établir un dialogue entre l'OTAN et ces pays-là.

M. Stevens: N'insistez pas davantage.

QUESTIONS OUVRIÈRES**LA PERTE D'EMPLOIS EN ONTARIO—LES EMPLOIS MENACÉS À
BRUCE-GREY**

M. G. M. Gurbin (Bruce-Grey): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il sait que l'Ontario et le cœur industriel du Canada et que la politique du gouvernement libéral a énormément nui à cette province. Il sait d'autre part que, sur les 47,000 emplois qui ont disparu au Canada le mois dernier, 31,000 se trouvaient en Ontario.

Il sait sûrement que, dans ma circonscription de Bruce-Grey, 3,000 emplois vont disparaître bientôt? Qu'a-t-il à dire à ces hommes et à ces femmes de tout âge qui vont perdre leur emploi? A-t-il entendu parler d'un projet de création d'un parc industriel et d'un centre énergétique qui compenserait au moins en partie la perte de ces emplois?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je compatis naturellement avec les gens de la circonscription du député qui risquent de perdre leur emploi. Cependant, à ma connaissance, ce problème est dû surtout à une décision du gouvernement de l'Ontario qui a l'intention de fermer une centrale électrique dans sa circonscription. Je pense que le député devrait aborder cette question carrément avec le gouvernement conservateur de l'Ontario afin d'essayer de le convaincre de revenir sur sa décision ou au moins d'accorder certaines compensations ou de faire d'autres investissements pour contrebalancer le résultat de cette décision.

Du côté du gouvernement fédéral, il est évident qu'il existe au ministère de l'Emploi et de l'Immigration et au ministère de l'Expansion industrielle régionaux divers programmes que mon honorable ami connaît et qui s'adressent aux Canadiens dont la situation est comparable à celle dont il a parlé. Je lui recommande donc de se mettre en rapport avec ces ministères au nom des habitants de sa circonscription pour voir si ces derniers pourraient bénéficier de certains programmes.

J'espère en outre naturellement qu'il fera lui-même des démarches comme en font des députés de ce côté-ci de la Chambre quand ils font face à une situation semblable. Ils passent beaucoup de temps à se mettre en rapport avec des sociétés privées pour les encourager à investir dans leur circonscription afin de créer des emplois et de prendre des initiatives. Enfin, je le répète, j'invite mon honorable ami à user de son influence pour convaincre ses collègues du gouvernement conservateur de l'Ontario de prendre des mesures à cet égard.

M. Gurbin: Si le ministre étudie la situation de près, il constatera que si des emplois vont disparaître dans cette région, c'est en partie à cause d'EACL, qui est une société de la Couronne fédérale, et que la politique globale du gouvernement libéral depuis quatre ans a obligé tous les gouvernements provinciaux à prendre des mesures extraordinaires compte tenu de la récession, du déclin continu de l'économie et de la diminution des possibilités d'emploi pour les Canadiens.